

L'investissement dans le secteur de l'énergie, dans lequel nous avons placé nos espoirs de relance économique, est maintenant une source de faiblesse, «vu la mesure fiscale qui lui soustraira 2 milliards et demi de dollars»...

Il s'agit des mesures prévues dans l'exposé budgétaire. On dit aussi que le nouveau programme énergétique:

... produira environ 4 milliards et demi de dollars pour le trésor fédéral pendant le premier semestre, mais... que seulement 2 milliards de dollars seront réinvestis.

Le gouvernement puisera 2 milliards et demi de dollars dans l'économie canadienne sans les réinvestir. C'est ce qu'a déclaré le directeur du département de la science économique de l'université de Toronto.

«Ralentissement de la croissance et augmentation de l'inflation pour 1981.» Le 7 janvier: «Prévisions encore plus pessimistes qu'il y a trois mois.» Et ainsi de suite. Le ministre des Finances vient nous demander de l'autoriser à emprunter 14 milliards. Quelle plaisanterie! Nous ne permettrons pas au gouvernement d'emprunter le moindre sou s'il ne présente pas de nouveaux programmes économiques et ne parvient pas à nous persuader qu'il est sur la bonne voie, qu'il prend les mesures voulues, contrairement à ce qu'il a fait jusqu'ici.

Je voudrais parler quelques minutes de l'énergie et de la merveilleuse politique énergétique. Ces jours derniers, nous avons assisté à une opération fantastique. La Société de la Couronne Petro-Canada va acheter Petrofina, une compagnie pétrolière privée. Elle appartient en majorité à des actionnaires belges. Petro-Canada va payer 1.46 milliard pour acheter cette société.

Petrofina a été fondée, il y a une vingtaine d'années, par un Canadien qui s'était promené un peu partout au Canada en quête d'argent pour lancer cette société pétrolière, son idée à lui. Il n'a pas pu trouver un sou. Les Canadiens ne voulaient pas lui donner d'argent. Il est donc parti. Il a trouvé de l'argent en Belgique auprès d'investisseurs belges. Ce n'était pas de sa faute. Il voulait obtenir cet argent au Canada, mais les Canadiens n'étaient pas prêts à le lui donner pas plus que le gouvernement canadien, le gouvernement libéral de l'époque. Ce dernier a refusé, car il préférait poursuivre une politique qui allait donner à des étrangers la haute main sur notre industrie pétrolière et gazière. Il ne lui a pas avancé un sou. Son attitude n'a toujours pas changé. C'est juste une question de manœuvre électorale. Donc, il a trouvé l'argent en Belgique et maintenant on demande aux contribuables canadiens de payer 1.4 milliard pour acheter Petrofina. Le gouvernement a donné le feu vert à sa société de la Couronne sans même savoir où il allait trouver cet argent. M. Hopper, le président de Petro-Canada, a confirmé la chose hier et il a dit qu'il voulait que le gouvernement recueille la totalité de ces 1.4 milliard auprès des consommateurs canadiens de produits pétroliers, des gens qui achètent du fuel domestique, de l'essence pour leurs voitures, de l'agriculteur qui achète du carburant diesel, des consommateurs de produits pétroliers de tout le Canada. On veut faire payer ces 1.46 milliard par les consommateurs, mais leur offre-t-on le moindre crédit d'impôt énergétique? Voilà les gens que notre budget de décembre 1979 a rendus fous furieux. C'est du moins ce qu'ils ont prétendu.

Le ministre offre-t-il aux consommateurs un crédit d'impôt à l'énergie pour les aider à payer le prélèvement de participation canadienne pour Petro-Canada, le prélèvement que le vautour Lalonde leur impose?

M. Evans: Le Règlement!

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Crosbie: Qu'importe le Règlement. M. Lalonde est comme un vautour qui plane au-dessus du pays, prêt à foncer sur les consommateurs de produits pétroliers et gaziers et je dirai même plus, il est ce vautour. Si mon langage est antiparlementaire, je ne dirai pas que M. Lalonde est un vautour. Je rétracterai mes propos, mais je n'en penserai pas moins.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député doit parler des membres du cabinet en employant leur titre.

M. Crosbie: Très bien. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) est certainement un vautour qui plane au-dessus du Canada.

M. Knowles: Un honorable vautour.

M. Crosbie: Un honorable vautour. Il tient absolument à faire ce prélèvement.

Nous ne demandions qu'une simple taxe de 18c. sur l'essence.

M. Fox: C'était trop.

M. Crosbie: Cette taxe n'aurait pas été perçue pour le mazout de chauffage ou pour tout autre produit pétrolier. Les députés en ont été choqués et en sont restés bouche bée. Ils ont été stupéfaits par le caractère inhumain de cette mesure; or, on sait que depuis décembre 1979, le prix du pétrole a augmenté huit fois. Oui, le présent gouvernement, ce gouvernement «humanitaire», ce gouvernement hypocrite, ce gouvernement qui ne peut pas distinguer le bien du mal, a permis ces huit augmentations. Ce gouvernement ne saurait reconnaître la vérité, même si elle saute aux yeux. C'est un gouvernement qui est composé de rapaces et qui inspire de la répugnance. Le prix du pétrole a bel et bien été augmenté huit fois. Je ne vous donnerai pas tous les détails, mais je les ai ici même avec moi, à la disposition de tous ceux qui ne me croiraient pas. Le prix du pétrole a monté, par exemple, le 1^{er} janvier et le 1^{er} avril. Ensuite, il y a eu la taxe de vente de 9 p. 100, et on a haussé de 75 p. 100 la redevance imposée à Syncrude. Le 25 juillet, le gouvernement annonçait une subvention de 18c. le baril pour le brut canadien. Le 31 juillet, il annonçait une augmentation de \$2 le baril pour le pétrole brut et dans le budget d'octobre, il imposait un prélèvement d'indemnisation pétrolière. Si l'on additionne toutes ces augmentations, on se rend compte que pour 1980, le prix du pétrole a subi une augmentation se situant entre \$4.70 et \$4.88 le baril. Voilà l'équipage qui a promis de ne pas augmenter le prix de plus de \$4 le baril!

M. McKenzie: Et ce n'est que le commencement.

M. Crosbie: Tout cela est arrivé en 1980 seulement et cela va être encore pire en 1981. Saviez-vous qu'à Montréal, en décembre 1979, l'essence coûtait \$1.18 le gallon? En décembre 1980, elle coûtait \$1.46 le gallon dans les stations-service où elle se vend le moins cher. En un an, le prix a augmenté de 28c. à 30c. grâce à ce brillant gouvernement libéral. La situation est encore pire en d'autres endroits du pays. C'est ce que les libéraux appellent tenir leurs promesses.

Et d'ailleurs, quelles promesses? Les libéraux ont-ils jamais promis quoi que ce soit? Prenons l'exemple du ministre des Finances et voyons ce qu'il a fait. Les Canadiens qui ne reçoivent pas le *Scotia Sun* ne savent pas ce qu'ils manquent. Un Canadien inquiet m'a fait parvenir la page 2 du premier cahier de l'édition du 23 janvier 1980 de ce journal. Voici ce qu'il me dit: